

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 04/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



NCV PRODUCTION

ZI des Vallons
14 rue Joseph Marie Jacquard
38110 La Tour-du-Pin

Référence : 2023-Is011SSP
Code AIOT : 0010400069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement NCV PRODUCTION implanté ZI des Vallons 14 avenue Joseph Marie Jacquard 38110 Cessieu. L'inspection a été annoncée le 28/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NCV PRODUCTION
- ZI des Vallons 14 avenue Joseph Marie Jacquard 38110 Cessieu
- Code AIOT : 0010400069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NCV Production (Groupe Porcher Industries) exploite le site de Cessieu pour la fabrication de tissus techniques à base de fibre de verre et de fibres synthétiques notamment pour l'automobile (airbags) et pour les domaines sportifs (voiles de parapentes, parachutes...). L'activité de NCV Production est répartie sur deux établissements à Cessieu, tous deux classés ICPE, l'un spécialisé dans le tissage et la teinture, l'autre spécialisé dans l'enduction des textiles. Le présent rapport porte uniquement sur le site de tissage et teinture.

L'activité de ce site relève du régime de l'autorisation et est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-3697 du 25 mai 1999 et les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2010-07771 du 24 septembre 2010 (RSDE) et n°2013232-0021 du 20 août 2013 (situation administrative et rejets aqueux).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- L'eau et les rejets aqueux
- Rétention des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rejets d'effluents aqueux industriels - Substances RSDE	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Rejets d'effluents aqueux industriels – Paramètres hors RSDE	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, articles 2.4.6.2 et 2.4.6.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Contrôle de l'état des réseaux d'effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.7.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999	/	Sans objet
4	Rejets d'eaux industrielles - Traitement	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, articles 2.4.2.4, 2.4.6.1 et 2.4.4	/	Sans objet
5	Rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.2.2	/	Sans objet
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, articles 2.4.7.1 et 2.4.7.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite, l'Inspection a relevé trois non-conformités concernant la concentration en cuivre dans les rejets aqueux, la fréquence des analyses d'autosurveillance sur certains paramètres et le contrôle de l'état des réseaux enterrés. Trois observations ont également été formulées concernant les actions visant à réduire la concentration de substances dangereuses dans les rejets aqueux et le débit de rejet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/1999
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : > Arrêté préfectoral n°99-3697 du 25/05/1999 <u>Article 2.4.1 – Alimentation en eau</u> L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. <u>Article 2.4.1.2 – Prélèvements d'eau</u> L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie [...]. La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 720 m ³ , pour un débit instantané maximal de 75 m ³ /h ; cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie. L'installation de prélèvement d'eau sera munie d'un dispositif de mesure totaliseur agréé ; le relevé sera fait journallement (ou hebdomadairement), et les résultats seront inscrits sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.[...]
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Alimentation en eau L'eau utilisée pour le process est issue d'un puits de pompage dans la masse d'eau souterraine « Alluvions de la Bourbre (FRDG340) ».• Consommation d'eau Le suivi des volumes d'eau pompés est réalisé en continu via un compteur qui enregistre les données à un système de gestion technique centralisé. Les consommations d'eau sont déclarées annuellement dans GERE. À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté son registre de suivi de la consommation d'eau. L'exploitant a indiqué que sa consommation d'eau a diminué de 28 % en 2022 par rapport à l'année 2021 alors que la production du site a augmenté. Pour réduire sa consommation d'eau, l'exploitant indique avoir mis en place plusieurs actions dont l'optimisation du rendement des adoucisseurs et des osmoseurs, la réduction des débits d'eau et la sensibilisation du personnel. Il indique également faire un contrôle de fuite des métiers à tisser. Interrogé sur la possibilité de recycler l'eau issue des métiers à tisser à jet d'eau qui fonctionnent actuellement en eau perdue, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser une étude sur le sujet il y a quelques années. La solution technique proposée à l'issue de l'étude a été jugée trop onéreuse par l'exploitant. Par ailleurs, en réponse au questionnaire de la DREAL relatif à la sécheresse envoyé en février 2023, l'exploitant a indiqué avoir fait valoir une demande d'adaptation des restrictions forfaitaires pour 2023 considérant qu'il est dans le cas n°3 « prélèvements déjà réduits au minimum démontré via la constitution d'un plan de sobriété hydrique (PSH) ». L'exploitant a indiqué être en train d'établir son PSH.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2010 et arrêté ministériel du 02/02/1998																																			
Thème(s) : Risques chroniques, Substances RSDE																																			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>> Arrêté préfectoral n°2010-07771 du 24 septembre 2010</p> <p><u>Article 4 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne</u></p> <p><u>4.1 Seconde phase d'étude des rejets de substances dangereuses : surveillance pérenne</u></p> <p>L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance pérenne dès la réception du courrier de l'inspection des installations classées le validant et au plus tard sous 15 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées à l'annexe 1 du présent arrêté, dont la surveillance est retenue sur la base du rapport de synthèse établi à l'issue de la surveillance initiale en référence aux articles 3.2. et 3.3. du présent arrêté ; - périodicité : 1 mesure par trimestre ; [...] <p><u>4.2 Étude technico-économique</u></p> <p>L'exploitant fournira au Préfet sous 18 mois à compter de la date du courrier de l'inspection des installations classées validant le programme de surveillance pérenne une étude technico-économique, accompagnée d'un échéancier de réalisation pouvant s'échelonner jusqu'en 2021 répondant aux objectifs suivants pour l'ensemble des substances figurant dans la surveillance prescrite à l'article 3 du présent arrêté [...]</p> <p>Notes</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Surveillance pérenne</th><th>Substances dangereuses prioritaires à supprimer pour 2021</th><th>Etude technico-économique</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>4-Nonylphénol ramifié (1958)</td><td>Nonylphénols (1957)</td><td>Nonylphénols (1958...)</td></tr> <tr> <td>Nonylphénols (1957)</td><td>NPEO1 (6366)</td><td>Cuivre (1392)</td></tr> <tr> <td>NPEO1 (6366)</td><td>NPEO2 (6369)</td><td>Pentachlorobenzène (1888)</td></tr> <tr> <td>NPEO2 (6369)</td><td>Pentachlorobenzène (1888)</td><td></td></tr> <tr> <td>4-tert Octylphenol (1959)</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>octylphénols (1920)</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>OPEO1 (6370)</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>OPEO2 (6371)</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Cuivre (1392)</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Pentachlorobenzène (1888)</td><td></td><td></td></tr> </tbody> </table> <p>> Arrêté ministériel du 02/02/1998</p> <p><u>Article 32</u></p> <p>[...] Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Cuivre et ses composés (en Cu) -> 0,150 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j ; Nonylphénols -> 25 µg/l ; Octylphénols -> 25 µg/l ; Pentachlorobenzène -> 25µg/l [...]</p>			Surveillance pérenne	Substances dangereuses prioritaires à supprimer pour 2021	Etude technico-économique	4-Nonylphénol ramifié (1958)	Nonylphénols (1957)	Nonylphénols (1958...)	Nonylphénols (1957)	NPEO1 (6366)	Cuivre (1392)	NPEO1 (6366)	NPEO2 (6369)	Pentachlorobenzène (1888)	NPEO2 (6369)	Pentachlorobenzène (1888)		4-tert Octylphenol (1959)			octylphénols (1920)			OPEO1 (6370)			OPEO2 (6371)			Cuivre (1392)			Pentachlorobenzène (1888)		
Surveillance pérenne	Substances dangereuses prioritaires à supprimer pour 2021	Etude technico-économique																																	
4-Nonylphénol ramifié (1958)	Nonylphénols (1957)	Nonylphénols (1958...)																																	
Nonylphénols (1957)	NPEO1 (6366)	Cuivre (1392)																																	
NPEO1 (6366)	NPEO2 (6369)	Pentachlorobenzène (1888)																																	
NPEO2 (6369)	Pentachlorobenzène (1888)																																		
4-tert Octylphenol (1959)																																			
octylphénols (1920)																																			
OPEO1 (6370)																																			
OPEO2 (6371)																																			
Cuivre (1392)																																			
Pentachlorobenzène (1888)																																			
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Surveillance pérenne <p>Les résultats de la surveillance pérenne sont transmis par GIDAF.</p> <p>Interrogé sur l'absence d'analyses transmises dans GIDAF entre décembre 2021 et octobre 2022, l'exploitant a indiqué qu'il y a eu un changement de responsable sécurité environnement à cette période. Il précise que les analyses ont bien été réalisées, mais n'ont pas été renseignées dans GIDAF.</p>																																			

- **Étude technico-économique**

L'exploitant a fourni l'étude technico-économique prescrite par courrier du 20/07/2015. Dans le cadre de cette étude, l'exploitant a étudié la composition des produits qu'il utilise pour identifier ceux susceptibles de contenir les substances dangereuses recherchées.

L'exploitant a également procédé à des analyses des rejets de certaines installations afin d'identifier l'origine des substances dangereuses recherchées.

Ces analyses ont permis d'identifier des sources de rejets de nonylphénols et de cuivre.

Les sources principales de nonylphénols identifiées sur le site sont :

- les rejets du tissage (flux le plus important). Dans son étude, l'exploitant suppose que les concentrations en nonylphénols pourraient être liées à l'ensimage présent sur les fils ;
- les rejets de l'autolaveuse avec les détergents DOPOMATE INTENSO et DOPOMATE FORTE (concentration la plus forte mais flux relativement faible) ;
- les rejets du lavage / teinture.

Les sources principales de cuivre identifiées sont :

- les rejets de l'atelier de tissage. Dans son étude, l'exploitant suppose que les concentrations en cuivre pourraient être dues à l'usure des templets (pièces en laiton des métiers à tisser à jet d'eau) ;
- les rejets de teinture « blanc ». Les concentrations en cuivre pourraient être liées au produit azurant UVITEX NFWS.

À l'issue de cette étude technico-économique, l'exploitant prévoyait les actions suivantes :

- Pour réduire la concentration en nonylphénols

- Action n°1 : Demander des renseignements aux fournisseurs des matières premières sur le traitement subi par les fils
- Action n°2 : Demander aux fournisseurs des attestations sur l'absence d'alkylphénols dans leurs produits
- Action n°3 : Demander à la société de nettoyage la substitution du produit de l'autolaveuse par un produit ne contenant pas d'alkylphénols

- Pour réduire la concentration en cuivre

- Action n°4 : Étudier la substitution des templets en laiton par d'autres matériaux (inox)

Observation n° 1 : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les suites données aux actions visant à réduire les concentrations en nonylphénols et en cuivre dans les rejets aqueux du site qu'il avait proposées dans son étude technico-économique de juillet 2015. L'exploitant devra donc indiquer les suites données à ces actions et répondre aux questions suivantes :

- L'action n°1 a-t-elle permis de confirmer que l'ensimage des fils est une source de nonylphénols ? Si oui, y a-t-il eu des actions des fournisseurs pour modifier les produits d'ensimage ?
- L'action n°2 a-t-elle permis d'identifier des sources d'alkylphénols ? À substituer des produits ?
- Dans le cadre de l'action n°3, la substitution du produit de l'autolaveuse par un produit ne contenant pas d'alkylphénols a-t-elle été réalisée ? De nouvelles analyses avec le(s) produit(s) de substitution ont-elles été réalisées ?
- D'autres actions ont-elles été engagées pour réduire les alkylphénols ?
- Dans le cadre de l'action n°4, les tests sur les templets avec d'autres matériaux ont-ils été réalisés ? Quels sont les résultats ?
- D'autres actions ont-elles été engagées pour réduire la concentration en cuivre ?

- **Respect des valeurs limites**

Les concentrations en alkylphénols sont variables d'un trimestre à l'autre. Il est notamment observé une hausse en nonylphénols en octobre et novembre 2022, mais les concentrations restent inférieures aux valeurs limites de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (25 µg/l). Il est toutefois rappelé à l'exploitant que les nonylphénols font partie des substances dangereuses prioritaires dont l'objectif était la suppression pour 2021.

Les concentrations en cuivre sont très variables (facteur 10⁵ d'un trimestre à l'autre) et ponctuellement très élevées.

Non-conformité n°1 : Les concentrations en cuivre dans les rejets aqueux du site dépassent régulièrement la valeur limite (150 µg/l) fixée à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. L'exploitant doit mettre en place des actions correctives pour réduire la concentration en cuivre dans ses rejets.

- **Substances dangereuses prioritaires à supprimer**

Le pentachlorobenzène n'a pas été détecté lors des analyses en sortie des installations. Il est détecté ponctuellement lors de la surveillance pérenne, mais à des concentrations inférieures à la valeur limite prescrite dans l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (25 µg/l). Aucune source n'a été identifiée lors de l'étude technico-économique.

Observation n° 2 : L'exploitant précisera si, depuis l'étude technico-économique, la source de pentachlorobenzène, détecté ponctuellement, a été identifiée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rejets d'effluents aqueux industriels – Paramètres hors RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/1999 et arrêté ministériel du 02/02/1998
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres hors RSDE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>> Arrêté préfectoral n°2013232-0021 du 20/08/2013 Article 2.2 - Valeurs limites de rejet Le débit des eaux industrielles rejetées dans le réseau public d'épuration de la ville de la TOUR-DU-PIN est limité à 600 m³/jour. [...] pH : 5,5 à 8,5 ; MES : 600 mg/l ; DCO : 2000 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l ; Azote global : 30 mg/l ; Phosphore total : 10 mg/l ; Soufre : 50 mg/l ; Phénols : 0,1 mg/l ; Hydrocarbures : 10 mg/l ; AOX : 5 mg/l ; 1,2,4-trichlorobenzène : 1,5 mg/l ; Trichlorophénols: 1,5 mg/l [...]</p> <p>> Arrêté préfectoral n°99-3697 du 25/05/1999 Article 2.4.6.2 [...] Sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté durant 24 heures, seront mesurés ou dosés : - à fréquence hebdomadaire, la demande chimique en oxygène (DCO), la demande biochimique en oxygène (DBO5), les matières en suspension ; - à fréquence semestrielle, l'azote global, le phosphore total [...]</p> <p>Article 2.4.6.3 L'exploitant fera procéder une fois par an en période de fonctionnement des installations, à une analyse d'échantillons représentatifs des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté. L'analyse portera sur la totalité des paramètres mentionnés à l'article 2.4.5.4 du présent arrêté. [...]</p> <p>> Arrêté ministériel du 02/02/1998 Article 32 Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. [...] AOX : 1 mg/l ; Nickel : 0,2 mg/l ; Plomb : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j ; Trichlorobenzènes : 25 µg/l ; Trichloroéthylène : 25 µg/l ; Tétrachloroéthylène : 25 µg/l [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'autosurveillance est transmise par GIDAF. Des dépassements ponctuels en AOX et phénols ont été observés en 2019 et 2020 dans les rejets aqueux du site.</p> <p>D'après les résultats indiqués dans GIDAF : - il n'y a pas eu d'analyses de l'azote depuis mars 2021 alors que l'azote doit être mesuré semestriellement ; - il n'y a pas eu d'analyses du zinc depuis septembre 2020 alors que le zinc doit être mesuré annuellement ; - il n'y a pas eu d'analyses du plomb, des phénols, du soufre et des solvants chlorés en 2021 alors que ces paramètres devraient faire l'objet d'une analyse annuelle.</p> <p>Non-conformité n°2 : Les fréquences d'analyses des rejets aqueux du site ne sont pas respectées sur les paramètres suivants : azote, zinc, plomb, phénols, soufre et solvants chlorés contrairement aux dispositions des articles 2.4.6.2 et 2.4.6.3 de l'arrêté préfectoral n°99-3697 du 25 mai 1999.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Rejets d'eaux industrielles - Traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, articles 2.4.2.4, 2.4.6.1 et 2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux industrielles - Traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 2.4.2.4 – Les eaux résiduaires industrielles</u> Les eaux résiduaires industrielles subiront un pré-traitement avant d'être rejetées dans le collecteur aboutissant à la station d'épuration de LA TOUR DU PIN. Le pré-traitement sera constitué par un dégrillage, une aération dans un bassin de 830 m ³ , une neutralisation et une régulation du rejet entre 22h et 4h. Les installations de traitement des effluents doivent être conçues pour pouvoir traiter avec l'efficacité nécessaire les effluents qu'elles peuvent recevoir. Notamment les dispositions nécessaires doivent être prises pour faire face aux variations de débit ou de composition des effluents à traiter. Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations doivent être mesurés périodiquement ou si besoin en continu. Les résultats des mesures doivent être portés sur un registre. [...] <u>Article 2.4.6.1</u> Avant mélange avec d'autres effluents, seront mesurés dans des conditions représentatives du rejet global de l'établissement et enregistrés en continu : - le pH - la température - le débit. Les bandes éditées, horodatées, seront conservées pendant un an à la disposition de l'inspecteur des installations classées. <u>Article 2.4.4 Convention de rejet</u> Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fera en accord avec le gestionnaire du réseau, une convention préalable sera passée.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté le suivi en continu de la mesure de pH, du débit et de la température au niveau de la station de pré-traitement des effluents aqueux. Ces données sont visibles au niveau de la station et sont automatiquement enregistrées dans le système de gestion centralisé. Lors de la visite, le pH était de 6,88, la température de l'effluent 13°C et le débit de rejet indiqué 192 m ³ /h. L'exploitant a indiqué que la STEP de La Tour-du-Pin dans laquelle il rejette ses effluents industriels a demandé de ne plus rejeter ses effluents en masse entre 22h et 4h comme cela était demandé auparavant et prescrit à l'article 2.4.2.4 de l'arrêté préfectoral du 25/05/1999, mais d'étaler ses rejets dans le temps. À présent, les effluents sont rejetés par bâchées automatiquement en fonction du niveau du bassin d'homogénéisation. À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les enregistrements du suivi des débits rejetés vers la STEP de la Tour du Pin. Les enregistrements montrent des dépassements réguliers du débit maximal journalier prescrit (600 m ³ /j) notamment 655 m ³ /j le 13/03/2023, 665 m ³ /j le 14/03/2023, 856 m ³ /j le 16/03/2023 et 668 m ³ /j le 17/03/2023. L'exploitant indiquait suspecter une anomalie du compteur en sortie de la station de pré-traitement car le volume rejeté est systématiquement supérieur au débit d'eau prélevée dans la nappe. L'exploitant a indiqué avoir fait changer le compteur d'alimentation en eau et avoir fait contrôler le compteur de rejets, mais l'anomalie persiste.

<p>Observation n° 3 : L'exploitant informera l'Inspection sur les actions engagées pour régler l'anomalie suspectée du débitmètre en sortie de la station de pré-traitement des rejets aqueux.</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté la convention de rejets avec la STEP de la Tour-du-Pin. Celle-ci date du 20/07/2015.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Rejets d'eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux pluviales</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2.4.2.2. Les eaux pluviales</u> Les eaux de ruissellement provenant des aires de circulation et des parkings devront transiter dans un débourbeur-déshuileur avant rejet dans le canal Mouturier.</p> <p>Un bassin de rétention sera aménagé pour écrêter le débit des eaux lors d'une pluie de référence décennale.</p> <p>Les teneurs de ces eaux en hydrocarbures ne devront pas dépasser 10 mg/l.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan des réseaux d'eaux pluviales du site. Les eaux pluviales de voiries passent dans des séparateurs d'hydrocarbures avant de rejoindre par gravité un bassin de rétention de 600 m³ puis d'être rejetées dans le canal Mouturier.</p> <p>Trois séparateurs d'hydrocarbures sont présents sur le site.</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le justificatif de la dernière vidange des séparateurs d'hydrocarbures datant du 31/05/2021 ainsi que le bordereau de suivi de déchets correspondant aux boues extraites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Contrôle de l'état des réseaux d'effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.3.4 et 2.4.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'état des réseaux d'effluents aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 2.4.3.4.</u> Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. <u>Article 2.4.7.4.</u> Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement seront maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être satisfaite en raison des caractéristiques des produits à transporter, leur bon état de conservation devra pouvoir être contrôlé extérieurement ou par tout autre moyen approprié. Des contrôles de fréquence suffisante donneront lieu à compte rendu et seront conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an. [...]
Constats : En réponse à une demande de l'Inspection, l'exploitant a indiqué ne pas faire contrôler périodiquement l'état des réseaux enterrés d'effluents aqueux. Non-conformité n°3 : En l'absence de contrôle de l'état des réseaux enterrés, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir l'étanchéité des réseaux enterrés d'effluents aqueux conformément à l'article 2.4.7.4 de l'arrêté préfectoral n°99-3697 du 25 mai 1999 afin de limiter le risque de pollution des sols. L'Inspection considère donc que l'exploitant doit intégrer le contrôle de ses réseaux à son système de maintenance en définissant une fréquence de contrôle adaptée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, articles 2.4.71 et 2.4.72.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 2.4.71 – Dispositions générales</u> Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. [...] <u>Article 2.4.72 – Capacités de rétention</u> <u>Article 2.4.72.1 - [...]</u> Le volume et la conception de ces capacités de rétention devront permettre de recueillir dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits contenus dans les stockages et installations de fabrication susceptibles d'être endommagés lors d'un sinistre ou concernés par un même incident, malgré les agents de protection et d'extinction utilisés.
Constats : Interrogé sur la manière dont seraient confinées les eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site, l'exploitant a indiqué que les eaux seraient retenues en partie dans les galeries techniques sous l'atelier de tissage et en partie dans le bassin de rétention des eaux pluviales de 600 m ³ . L'isolement de ce bassin vis-à-vis du canal Mouturier nécessite la fermeture des deux vannes barrages manuelles. À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté sa consigne en cas d'incendie. Cette consigne précise bien comment mettre en rétention le site avec la fermeture manuelle des deux vannes du bassin d'eaux pluviales et la fermeture automatique avec actionnement manuel d'un bouton coup de poing pour la vanne de rejets de la station de pré-traitement. Lors de la visite, le bassin contenait uniquement un fond d'eaux pluviales (environ 10 cm) et était donc en capacité d'accueillir d'éventuelles eaux d'extinction. L'exploitant a précisé que les vannes barrage du bassin font l'objet d'un contrôle annuel (entretien et test de fonctionnement). Il a présenté le bon de travail correspondant au dernier contrôle réalisé datant du 13/01/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet